Trinitaires et Mercédares à Marseille et le rachat des captifs de Barbarie

Fabienne Tiran

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7219>

DOI : 10.4000/cdlm.7219

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2013

Pagination : 173-186

ISBN : 978-2-914-561-64-8

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Fabienne Tiran, « Trinitaires et Mercédares à Marseille et le rachat des captifs de Barbarie », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 87 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2014, consulté le 08 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7219> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7219>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Trinitaires et Mercédaïres à Marseille et le rachat des captifs de Barbarie

Fabienne Tiran

- 1 Marseille a accueilli à l'époque moderne deux ordres religieux rédempteurs : l'ordre de la Très Sainte Trinité pour la Rédemption des Captifs et l'ordre de la Merci. Ces deux ordres, chargés du rachat des captifs de Barbarie, ont marqué l'histoire de la ville par l'activité importante qu'ils y ont exercée.
- 2 La Provence, de par sa position géographique, a toujours entretenu des relations étroites avec les pays du pourtour méditerranéen. Si cette situation lui a permis de tisser des liens de bon voisinage, elle a également favorisé parfois les incursions et les razzias ennemies, faisant de cette province une victime privilégiée des dommages issus de la guerre de course. L'ensemble des sources consultées témoigne parfaitement de ce fait : toutes les localités provençales, côtières ou intérieures, ont connu à l'époque moderne l'esclavage de certains de leurs hommes en Barbarie. Citons, à titre d'exemple, Martigues, La Ciotat, Cassis, Toulon, et bien sûr Marseille. Cette dernière, faisant largement office à cette époque de plus grand port de la côte méditerranéenne du royaume de France, a de ce fait été particulièrement touchée par les incursions barbaresques. Toutefois, les hommes étaient essentiellement pris en mer, ce qui explique aussi que des hommes de villes situées plus à l'intérieur des terres ont également connu la captivité : Arles, Marignane, Roquevaire, ou encore Ceyreste, figurent comme lieux d'origine des captifs listés par les différents rôles. Le père Lucien Hérault, dans son témoignage de 1643, note qu'à Alger à cette date-là sur 500 Français nommés, il y a 90 Provençaux, dont 27 Marseillais¹.
- 3 De manière générale, les sources marseillaises des XVII^e et XVIII^e siècles nous renseignent sur la captivité, à travers de nombreux rôles de captifs et une riche documentation sur les procédures de rachat². Elles sont par ailleurs très bien complétées par les ouvrages imprimés que nous pouvons trouver sur le sujet : relations de voyages en Barbarie, publications dans les périodiques de l'époque comme la *Gazette de France*, le *Mercur*

Galant ou encore le *Mercurie Français*, mais également ouvrages plus récents et de ce fait un peu plus nuancés.

Marseille, une organisation spécifique des rachats

- 4 L'ordre de la Très Sainte Trinité avait été établi par un Provençal, Jean de Matha, né en 1160 à Barcelonnette. En novembre 1194, alors qu'il célébrait la messe, l'Ange du Seigneur lui serait apparu avec, à ses pieds, deux esclaves chargés de chaînes, l'un maure et l'autre chrétien. Il décida donc d'aller à Rome, accompagné de l'ermite Félix de Valois, pour rapporter au pape Innocent III la vision qu'il avait eue. Le Souverain Pontife, ayant vécu la même expérience en célébrant une messe, approuva la fondation de l'ordre de la Très Sainte Trinité pour la Rédemption des Captifs. De retour à Paris, Jean de Matha et Félix de Valois rédigèrent les règles et une constitution de l'ordre, qui furent approuvées par le pape le 17 décembre 1198. Cette œuvre commença alors son travail de rédemption de captifs chrétiens en Barbarie et, loin de s'arrêter avec la mort de ses deux fondateurs, son action prit une ampleur considérable. De 1212, date de la disparition de Jean de Matha, à 1785, année de la dernière rédemption générale de l'ordre, 40 000 captifs auraient été rachetés au cours d'environ 400 rédemptions³. Dans un mémoire du XVIII^e siècle, intitulé *Mémoire instructif pour les commissaires rédempteurs pour répondre à messieurs les recteurs*⁴, nous lisons que

les rédempteurs outre la liberté qu'ils procurent aux pauvres chrétiens exercent encore les fonctions de missionnaires, administrent les sacrements, exhortent, consolent, fortifient dans la foy et l'espérance ceux qu'ils ne pourront pas racheter, leur font des aumosnes quand la misère les fait chanceler dans la religion. Les renégats même ont recours à eux pour ménager leur retour à l'Eglise.

- 5 De plus, pour éviter l'apostasie de ceux qui ne pouvant plus supporter l'état de captivité envisageaient de renier afin de connaître un sort meilleur, les religieux trinitaires (que l'on nomme parfois aussi les Mathurins, en référence au saint auquel se dédiait leur église de Paris) se rendaient en Afrique du Nord : leur véritable combat était celui contre le reniement de la foi, dont le rachat était le premier remède. En ce sens, l'ordre a toujours été soutenu par le pouvoir royal, malgré plusieurs mouvements de réforme qui l'ont vu se scinder en différentes branches.
- 6 En Provence, plusieurs couvents trinitaires ont été fondés : à Aix-en-Provence, Arles (un des plus anciens après celui de Cerfroid), Dignes, Lambesc, La Motte (près des Arcs), Lorgues, Marseille, Tarascon et Valréas. Marseille fut toutefois le siège d'une des premières et principales maisons de l'ordre, les ordres rédempteurs ayant tout intérêt à s'installer dans un grand port chrétien de la Méditerranée en relations commerciales étroites avec les royaumes barbaresques. La Très Sainte Trinité y arriva en 1202 : Jean de Matha y reçut en effet des biens et des dons importants pour sa fondation. En octobre 1203, l'évêque de Marseille donna son autorisation pour l'établissement de la maison et d'une église avec cimetière. Parmi les biens des Trinitaires marseillais, il y avait l'hôpital Saint-Martin, simple maison pourvue de lits qui servit à héberger les pauvres et les captifs rachetés. Plus tard, dans la première moitié du XVI^e siècle, les Trinitaires quittèrent le vieux couvent fondé par Jean de Matha près de la Porte de la Joliette pour venir s'installer à la rue des Jardins.
- 7 Cependant, la situation de l'ordre de la Trinité eut à se heurter en France, et particulièrement à Marseille, à la naissance d'un second ordre rédempteur : celui de

Notre-Dame de la Merci. Ce dernier, également fondé en 1218 par un Français, Pierre Nolasque, associé au Catalan Raymond de Penyafort, adopta la règle de saint Augustin et fut approuvé par le Pape Grégoire IX le 17 janvier 1235. Sa constitution fut promulguée le 1^{er} mai 1272. Les religieux adoptèrent une robe blanche et, sur leur poitrine, le blason de la maison d'Aragon apparaissait. En plus des trois vœux ordinaires de chaque religieux, l'ordre de la Merci en possédait un quatrième qui consistait à se constituer prisonnier et à offrir sa vie à l'exemple du Christ en échange des captifs chrétiens dont la foi était en péril. À ses débuts, l'ordre était aussi un ordre militaire, composé de clercs et de laïcs qui furent les auxiliaires des princes aragonais pour la reconquête de la péninsule ibérique. C'est au XIV^e siècle qu'il perdit son caractère militaire et, le 20 juillet 1690, il reçut le statut officiel des ordres mendiants par le Saint-Siège. La rancune des Trinitaires à l'égard des Mercédares a toujours été assez vivace :

- 8 Les pères de la Mercy se trouvèrent trop serrez dans le royaume où leur ordre avait pris naissance, et voulurent s'étendre dans la France. Ils furent d'abord regardés d'un mauvais œil, et comme des étrangers : mais on s'accoutuma peu à peu à les voir et à les souffrir. Les progrès augmentèrent à proportion de l'accueil qu'on leur faisait, et ils ne tardèrent pas long-tems d'embarrasser les Trinitaires, par le concours à une même œuvre de la Rédemption⁵.
- 9 En effet, le principal problème posé aux Trinitaires par l'arrivée des Mercédares, et non le moindre, était celui du financement de l'ordre par la quête. Les différents rois de France, sans doute dans une perspective plus large de la lutte politique qui oppose la France à l'Espagne jusqu'à la fin du XVII^e siècle, ont toujours interdit aux religieux de la Merci de recourir à la quête. Or, ces interdictions ont souvent été transgressées, comme le montre un procès du XVII^e siècle où François Petit, général de l'ordre de la Trinité, fait remarquer à Louis Maussade, syndic de la Merci, que l'arrêt du conseil de 1608, qui autorise seulement la quête aux Trinitaires, n'a pas été respecté⁶. À partir de 1611 d'ailleurs, l'interdiction de quête aux Mercédares dans le royaume de France est peu à peu assouplie et en 1638, le 6 août, le Parlement de Paris décide de partager le territoire de la couronne en deux zones de quête. Ce partage attribue le nord et l'est de la France, ainsi que Marseille, aux Trinitaires, et le sud et l'ouest, aux Mercédares. Mais en 1652, ne respectant pas ce découpage, les religieux mercédares du couvent de Toulon demandent aux consuls de la ville à s'installer dans la cité phocéenne⁷. Un document du 8 juin 1652⁸, rédigé par Jean Roux, commandeur du couvent de la Merci de Toulon, montre quels bénéfices tireraient les Marseillais de leur installation. L'argument de choix reste celui de l'argent de la quête, qui de tout le royaume serait apporté à Marseille. Pour convaincre encore mieux les consuls de la ville, il dit que 50 000 à 60 000 livres ont pu être rassemblées depuis sept à huit ans pour racheter des captifs en Barbarie et que cet argent a profité au commerce de marchands marseillais dont il cite aussi les noms : Bourrelis, Malval ou encore Gilly. Afin de convaincre encore mieux les autorités municipales, il ajoute qu'ils ne seront en rien à la charge de la ville, ne troubleront pas l'ordre de la quête et se joindront aux pères de la Trinité pour les rachats qui rapporteront de grands avantages à la ville. L'autorisation leur est accordée par délibération du 3 février 1653⁹. Mais, dans cette décision, le duc de Guise semble avoir aussi joué un rôle important. Deux lettres de 1656 en témoignent¹⁰. Dans l'une d'elle, il affirme :

ayant une affection particulière pour les religieux de Notre Dame de la Mercy [...], j'ay désiré vous les recommander par cette lettre, et vous prier de les vouloir assister de votre protection dans les affaires qu'ils ont pour leur établissement.

- 10 Cependant, dès 1657, des querelles opposent les deux ordres : malgré les interdicts, les Mercédaïres n'ont pas manqué d'instituer des quêtes et des marguilliers, se fondant sur le fait qu'à l'échelle du royaume l'interdiction avait été assouplie depuis plusieurs décennies déjà. En 1677, les autorités de la ville décident d'un partage du territoire marseillais pour régler le conflit : la Trinité conserve le droit de quête en l'église cathédrale La Major et dans l'église paroissiale Saint-Martin, ainsi que dans toutes les églises de ces deux paroisses ; en revanche, elle cède ses droits à la Merci en ce qui concerne l'église paroissiale des Accoules et de Saint-Laurent ; de plus, l'ordre de la Merci conserve le droit de quêter dans sa propre église, même si cette dernière se trouve dans le quartier de la cathédrale. Au cas où les legs seraient faits à « la Rédemption », en terme général, ils devront être partagés de façon égale entre les deux ordres. En outre, pendant les processions, chaque ordre peut quêter librement sur le chemin qu'il emprunte. Après l'accord de 1677, les Mercédaïres tenteront bien une dernière attaque contre les Trinitaires, en poussant jusqu'à essayer de leur interdire toute quête dans Marseille : en effet, dès 1685, les Mercédaïres semblant vouloir oublier les accords de 1677 s'appuient de nouveau sur les arrêts de 1638 et 1644 pour montrer que la Provence étant réservée à la Merci, il est interdit aux Trinitaires de quêter à Marseille. Mais la communauté de la ville menace d'expulser les Mercédaïres, sous prétexte qu'ils ne possèdent aucune lettre patente du roi les autorisant à s'établir dans la ville, et elle leur répond que « Marseille doit être conçue comme quelque chose de séparé de la Provence »¹¹. Ce haussement de ton clôt définitivement l'affaire, faisant de Marseille une ville spécifique à l'échelle du royaume pour ce qui est de la rédemption : en effet, nulle part ailleurs les deux ordres n'ont obtenu le droit de cohabiter de manière aussi poussée et avec un droit de quête attribué à chacun.

La cohabitation des Trinitaires et des Mercédaïres à Marseille, gage d'efficacité ?

- 11 L'installation au sein d'une même ville de deux ordres religieux œuvrant dans le même but aurait pu rendre les rachats plus compliqués. Au contraire, il semble qu'elle a été le gage de plus d'efficacité. Les rachats n'étaient par ailleurs pas que le fait des ordres rédempteurs. Des rachats individuels étaient possibles, bien que rares : organisés par les captifs eux-mêmes ou leur famille avec leurs propres deniers, ils signifiaient souvent de lourds sacrifices financiers et étaient donc majoritairement réservés à des hommes aisés. Germain Moüette¹², nous parle de la captivité de madame de La Montagne, prise en même temps que l'auteur alors qu'elle voyageait accompagnée de son fils, de quelques valets et servantes. L'argent n'y put rien. Elle retourna chez elle afin d'aller chercher les sommes nécessaires à son rachat et à celui de son fils ; mais comprenant qu'elle devait être fort riche, les Marocains réclamèrent une rançon exorbitante et son fils ne rentra jamais en France : malade, il périt en captivité.
- 12 L'État pouvait aussi intervenir. Ainsi, en 1711, les pères de la Merci mènent une rédemption générale ordonnée par le roi pour tous les esclaves français détenus au Maroc. Le monarque demande la libération d'un esclave français contre un maure et

300 piastres, soit environ 1 350 livres¹³. La rédemption cette année-là fut un succès, elle permit de ramener 34 individus.

- ¹³ Cependant, la plupart du temps, les rachats étaient effectués uniquement sur décision des ordres rédempteurs. Parfois, il s'agissait de rachats de particuliers. À la demande des familles, les religieux activaient leur réseau, afin de racheter une seule personne, bien identifiée, en utilisant directement l'argent des aumônes obtenues pour le rachat des captifs. Les religieux pouvaient aussi s'adresser à des marchands, avec lesquels ils passaient un contrat devant notaire. Dans ce cas, ces derniers s'engageaient lors d'un futur voyage en Barbarie à s'intéresser au rachat de l'esclave nommé dans le contrat. L'argent était alors directement avancé par l'ordre rédempteur au marchand, afin qu'il pût effectuer le rachat. Comme nous l'explique un document de 1685, en deux années (1684-1685), 30 000 livres auraient été dépensées de cette manière chez les trinitaires marseillais pour 37 rachats¹⁴. Sinon, c'est au retour de l'esclave, une fois que celui-ci était passé en procession, que le paiement était effectué. Ainsi, le 6 décembre 1683, un acte est passé devant notaire en faveur de Jean de Bon, captif natif de Marseille et détenu à Tripoli¹⁵. Cet acte déclare que si cet homme revient à Marseille après un rachat, il devra être remis aux mains du Père ministre, afin de lui faire effectuer la procession. S'il refuse la procession, l'argent dû pour son rachat ne sera pas remis. Des contacts directs avec des négociants résidant en Barbarie pouvaient aussi être signés afin de négocier les rachats. En 1731, un négociant français, monsieur Roy, œuvre au Maroc en faveur des trinitaires de Marseille¹⁶. Mais le problème de ce type de rachat mené par des marchands est clairement de « faire courir l'argent dans le commerce pendant plusieurs années avant de racheter l'esclave »¹⁷, comme le dit le père de la Motte dans un mémoire de mars 1719 où il prend clairement position pour les rédemptions générales.
- ¹⁴ Les rédemptions collectives organisées par la Merci ou la Trinité étaient de loin les plus appropriées. En se déplaçant sur les lieux de la captivité, les religieux pouvaient soulager les souffrances des captifs et fortifier leur foi pour éviter le reniement, mais cela leur permettait aussi de libérer un plus grand nombre d'esclaves en négociant de meilleurs prix de rachats. L'efficacité maximale était atteinte lorsque les deux ordres menaient conjointement une rédemption. Souvent, sous l'impulsion de l'État, qui faisait la requête d'une telle entreprise, des rédemptions générales étaient ainsi décidées de concert entre les deux ordres. Celle de mai 1700, menée par les pères François Godefroy, François Comelin et Philemmon de la Motte, partit de Marseille pour Alger, puis pour Tunis et Tripoli, et ramena 65 esclaves¹⁸. Élément psychologique fort dans l'imaginaire de la population qui voyait rapatrier un grand nombre de captifs, ce moyen de rachat s'avérait aussi moins onéreux : des prix forfaitaires étaient obtenus pour tout un groupe, en même temps que l'on procédait à la fusion des dépenses pour se rendre en Barbarie. Par ce biais, un captif revenait en moyenne à 800 livres, alors qu'un rachat individuel pouvait atteindre la somme de 1 500 livres.
- ¹⁵ Ces rédemptions générales se développèrent surtout au XVIII^e siècle : il s'en fit une en moyenne tous les trois ou quatre ans pendant la première moitié de ce siècle, et la plupart partirent de Marseille. Après celle, déjà évoquée, de mai 1700, il y en eut en 1704, 1708, 1712, 1717, 1719, 1723 et 1730. Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, on n'en dénombre que deux : la première en 1750, qui ramena 106 esclaves, et l'autre en 1785, qui en ramena 314. La ville, loin des querelles du siècle précédent entre Trinitaires et Mercédaires, prit une place prépondérante en France dans l'organisation

des rédemptions. D'un point de vue pratique, grâce aux échanges entre les deux ordres à Marseille, la préparation du voyage en Barbarie, qui nécessitait une organisation parfaite pour pouvoir être couronnée de succès, était grandement facilitée. Ainsi, la cohabitation, qui avait pu se révéler comme un point faible dans les premières décennies qui suivirent l'arrivée des Mercédaires à Marseille, devint tout au contraire un point fort sur lequel le roi de France pouvait parfaitement compter. La ville, bien située, permit de relayer de manière pratique les décisions prises à Versailles. Elle était comme un avant-poste aux portes de la Barbarie, où les projets de rédemptions pouvaient prendre naissance et se concrétiser.

Lieux de la captivité et nombre de captifs

- 16 La Régence d'Alger semble être le lieu qui consigna le plus grand nombre de captifs chrétiens. Salvatore Bono¹⁹, spécialiste de l'histoire de la course en Méditerranée, nous dit que selon les rédempteurs Haëdo et Dan, il y aurait eu dans la capitale et le territoire environnant entre 20 000 et 25 000 captifs, voire jusqu'à 50 000 dans les premières décennies du XVIII^e siècle. Ensuite, leur nombre semble avoir diminué. Au milieu du XVIII^e siècle, 7 000 captifs sont encore à Alger, puis leur nombre chute rapidement du fait de plusieurs traités de paix signés entre la France et Alger à partir de la moitié du XVIII^e siècle : ils sont moins de 2 000 dans les années 1780 et un peu plus de 700 après la peste de 1787 et le grand rachat de 1785. Tunis occupe pour sa part la deuxième place par le nombre d'hommes qu'elle détenait en captivité : Salvatore Bono nous parle pour cette ville de 6 000 à 7 000 captifs dans la première moitié du XVII^e siècle. Là aussi, on constate une diminution rapide du nombre d'esclaves à partir du milieu du XVIII^e siècle. Au début du XIX^e siècle, ils n'étaient plus que 1 500 environ. Ceci est aussi à mettre en corrélation avec des traités de paix, dont le premier fut signé entre la France et Tunis en 1748. Quant à Tripoli, elle fut la plus modeste des régences barbaresques pour le nombre de captifs détenus : ils étaient environ 500 au XVI^e siècle, 1 500 en 1671 et quelques centaines au XVIII^e siècle. Dans la majorité des cas, les esclaves étaient concentrés dans la capitale du pays où ils se trouvaient, mais un grand nombre aussi se trouvaient dans les localités côtières ou dans des campagnes proches, et parfois même complètement à l'intérieur du pays. Au Maroc, beaucoup étaient détenus à Salé.

Le fonctionnement et les conditions du rachat

- 17 L'organisation des rachats était soigneusement préparée. Tout commençait bien avant la traversée : un rôle rédigé par l'ordre religieux précisait quels étaient les captifs à racheter. Parfois des familles se présentaient spontanément aux pères rédempteurs pour leur demander de racheter un des leurs. Le nombre et l'identité des captifs définis, les Pères devaient obtenir les accords obligatoires à leur sortie de France : le roi leur fournissait les pièces diplomatiques nécessaires ainsi que le droit d'emporter avec eux les marchandises et grosses sommes utiles, et le consul à l'entrée dans le pays étranger leur assurait la protection en les hébergeant. Avant leur départ, l'argent était échangé contre les seules pièces utilisables en Barbarie, à savoir les piastres sévillanes. La traversée durait de nombreux jours, parfois quelques semaines et il arrivait qu'elle fût retardée par des vents violents ou des tempêtes. Pour éviter de perdre tout ce qu'ils transportaient, les religieux passaient des contrats d'assurances. Au cours du voyage,

de nombreux réseaux s'activaient. Ainsi, le 12 décembre 1729, le père Jehannot, dès son arrivée à Cadix, rencontra le père Le Roy, monsieur Partiet, consul de France, ou encore un négociant français nommé Masson. Tous lui confirmèrent ce que les négociants de Salé lui envoyaient comme nouvelles : le roi du Maroc semblait très peu disposé à consentir aux rachats et 27 000 livres au moins seraient nécessaires pour offrir des fusils, des pistolets, des toiles fines, des miroirs et de la soierie. Jehannot préféra donc abandonner l'idée d'un rachat au Maroc et décida plutôt d'aller vers Constantinople, où les dispositions semblaient être meilleures²⁰. De retour en France avec ces informations, il repartit de nouveau de Marseille le 18 janvier 1731 et ne revint que le 27 août 1731. Les déplacements restaient longs, prenant souvent plusieurs mois, parfois même plusieurs années. Une fois sur place, l'autorité du pays délivrait un passeport aux Pères pour leur permettre de circuler librement. Au travail de localisation des captifs recherchés, suivait la fixation avec le propriétaire du prix de rachat. Ce dernier pouvait être très variable et dépendait beaucoup de la façon dont les négociations étaient menées. L'âge, la force de travail (corpulence, dextérité, promptitude), mais aussi la condition sociale du captif, étaient des facteurs déterminants. À Alger, un captif pouvait valoir entre 600 et 800 livres au XVIII^e siècle, tandis qu'un invalide ne coûtait que 200 livres. Un chevalier de Malte pouvait valoir jusqu'à 2 000 livres²¹. De plus, le prix du captif variait aussi en fonction du rang social de celui qui le vendait : ainsi les prix exigés par le dey étaient toujours plus élevés que ceux des simples particuliers. Le sieur de Vento, à cause de son rang social, connut également des difficultés à être racheté, car une rançon extraordinaire – dont le prix n'est pas indiqué par les religieux – était demandée par le dey d'Alger. Il nous est précisé que dix ans lui furent nécessaires pour parvenir à être libéré de la captivité²².

- 18 Tous les moyens étaient employés pour faire descendre le prix d'un captif. Cacher au mieux l'origine du captif s'avérait une nécessité. Germain Mouëtte²³ explique en effet que lorsqu'il fut capturé par les Marocains, ces derniers inspectèrent les mains de tous ses compagnons d'infortune, afin de déterminer leur origine sociale : ceux dont les mains n'étaient pas abîmées par le travail se vendirent beaucoup plus cher que les autres. La corruption d'un officier chargé de commander le bagne est une stratégie aussi régulièrement employée. Le Père Jehannot usa plusieurs fois de ce procédé, notamment en 1731 auprès d'un officier turc²⁴. De plus, ne pas montrer trop d'empressement aux rachats permet de moins faire grimper les prix. Les Pères de la Faye, Mackar, D'Arcis et Le Roy expliquent dans leur relation qu'ils s'accordèrent à diminuer l'appétit [du roi de Maroc] par une indifférence simulée, [en parlant] de loin et comme par occasion, ou [en agissant] par la voie des marchands sans se faire connaître²⁵.
- 19 Souvent, on fait appel à un marchand sur place : dans cette affaire les quatre religieux eurent recours à l'intermédiaire d'un riche marchand juif résidant à Meknès, du nom de Moïse Ben Attar. Ce dernier bénéficiait de beaucoup de crédit auprès du sultan du Maroc, Moulay Ismaïl. Ils essayèrent donc d'obtenir ses faveurs en lui offrant quelques présents. Mais, pour éviter d'être soumis à tout chantage de la part du marchand, les religieux laissèrent les sommes dont ils étaient en possession pour les rachats à Cadix. Cela leur permettait en outre de payer moins de taxes, puisqu'ils devaient s'acquitter de 3 % des sommes qu'ils avaient sur eux à leur arrivée en Barbarie. De plus, ils préféraient procéder aux paiements des rachats à Ceuta. Lorsque le rachat était convenu, les pères demandaient à ce que les captifs fussent amenés là et ils en payaient alors le prix. Il leur était donc inutile de transporter toutes les sommes qu'ils avaient jusqu'en Barbarie.

Enfin, comme les religieux se méfiaient des musulmans et ne croyaient pas en leur parole, ils n'attendaient pas que tous les captifs recherchés fussent rachetés pour envoyer les premiers en France. D'autant que les prix des rachats étaient l'objet d'après négociations, ponctuées de présents en quantité à l'attention des autorités, mais aussi des fonctionnaires ou agents subalternes par lesquels s'engageaient les négociations. Pour satisfaire aux exigences du sultan, plusieurs voyages étaient même bien souvent nécessaires : lors de la rédemption de 1723-1724, le père Augustin d'Arcisas fut obligé de se rendre plusieurs fois à Cadix pour se procurer les cadeaux réclamés. Ainsi, les rédempteurs offrirent au sultan une montre à répétition d'Angleterre, quatre pièces de draps de Ségovie, 200 pièces de toile de Cambrai, deux grands miroirs, un fusil de chasse garni d'argent, deux pièces de brocard à fond d'or, une pièce d'écarlate des Gobelins, cinq pièces de draps, trois grandes caisses de faïence de Chine, une caisse de confiture, une caisse de thé, une caisse de cabarets de Chine, quatre douzaines de chamois et trois gros chiens²⁶. Cette liste, qui reflète bien les habitudes en cours, peut sembler importante, mais ce que l'on considère comme « cadeau » fait partie du rachat. En 1724, pour le voyage de retour des rédempteurs et des captifs rachetés, le sultan marocain, Moulay Ismaïl, leur donna des victuailles : six moutons, quatre quintaux de farine, quatre douzaines de poules, des raisins et des figues.

Étude des rôles des captifs rachetés par les Trinitaires et par les Mercédaïres de Marseille

L'origine géographique des captifs

- 20 Le nombre de captifs rachetés lors des rédemptions de 1675, 1692, 1720, 1725, 1731, 1737, 1750, 1754, 1758, 1765, 1779 et 1785²⁷, s'élève à 1 029 personnes. Les rédemptions de 1724 et 1785 se distinguent toutes les deux de l'ensemble des autres du fait que pour la première seuls 26 hommes furent ramenés, alors que la seconde racheta exceptionnellement 314 individus, nombres qui représentent les extrémités minimale et maximale de ce qu'on a pu compter comme rachats pour les résultats étudiés. Sur ces 1 029 captifs, 56 sont consignés comme étant des Marseillais et 76 comme des Provençaux, c'est-à-dire qu'ils représentaient respectivement 5,44 % et 7,38 % du total, soit entre les deux un peu plus de 12,82 % des rachats, ce qui signifie aussi que la très grande majorité des captifs rachetés par les Trinitaires et les Mercédaïres de Marseille étaient des Français d'ailleurs (87,18 %).

Les métiers des captifs

- 21 En ce qui concerne l'origine sociale des captifs, certaines listes mentionnent les professions. En nous fondant sur les rôles de 1690, 1763, 1764 et 1765 qui représentent 148 captifs, nous constatons que les matelots sont ceux qui figurent le plus dans les rachats. Rien d'étonnant à cela, les hommes qui exercent un métier de la mer sont ceux qui sont le plus capturés. D'autres gens de mer étaient aussi rachetés : les capitaines et les seconds des capitaines, dont le prix devait être un peu plus élevé que celui des matelots, mais aussi des maîtres d'équipages, des maîtres canonnières et des canonnières, des patrons de chaloupe, des lieutenants, des subrécargues, des novices et bien sûr des mousses. Sur 148 rachats, les mousses et les matelots réunis représentent 89 hommes,

et les capitaines 12 personnes. Mais à côté des travailleurs de la mer, d'autres métiers sont présents, en moindre proportion cependant : chirurgiens, écrivains, calfats, charpentiers, tonneliers, cuisiniers, menuisiers, chaudronniers et contremaîtres, qui tous participent à la vie du bateau. Enfin, les passagers représentent la dernière catégorie notable dans les rachats : 3 sur les 148 rachats. Quant au nombre de femmes, il est infime : si l'on s'intéresse ici aux 1 029 captifs des rédemptions dont nous avons parlé, il n'y a que neuf femmes (accompagnées de quatre de leurs enfants), ce qui constitue moins de 1 % des rachats.

- 22 La prépondérance parmi les captifs des métiers liés à la mer était une constante. En effet, prendre la mer à l'époque moderne signifiait s'exposer au risque de devenir la propriété des corsaires ou de l'État par lequel ils étaient dépêchés. Les archives de Toulon nous indiquent dans un rôle de l'année 1617 des barques et des vaisseaux pris par les « Turcs » aux négociants provençaux. Ainsi, cette année-là, 35 barques, dix vaisseaux, deux polacres, une tartane et un bateau, en provenance des villes d'Arles, Toulon, Saint-Tropez, Antibes, Martigues, Six-Fours, La Ciotat et Cannes, sont tombés aux mains des corsaires. Quarante-cinq hommes ont été faits captifs, deux ont été tués et un autre est compté comme disparu²⁸.
- 23 La majorité des captures étaient donc réalisées sur mer, du fait de la course, mais il était cependant tout autant possible d'être pris sur terre, lors d'incursions. Madeleine Villard évoque un cas provençal qu'elle situe en 1395 : Doucette d'Aubagne emprunta le chemin allant de Marseille à Toulon accompagnée d'Antoine Raymond ; arrivés à la Cadière, ils furent pris par des Barbaresques, débarqués d'une galère, et emmenés à Bougie en captivité²⁹.

L'âge moyen au moment de la capture

- 24 En nous cantonnant aux seules listes de 1675, 1692 et 1785, pour lesquelles les âges des captifs au moment de leur rachat ainsi que la durée de leur captivité sont mentionnés, nous pouvons préciser l'âge des captifs au moment de leur capture. Le tableau ci-dessous indique la répartition des âges des 438 esclaves que ces trois rédemptions totalisent.

	Nombre de captifs concernés sur les 438 hommes des 3 rôles (1675, 1692, 1785)
1-10 ans	6
11-20 ans	57
21-30 ans	210
31-40 ans	116
41-50 ans	37
51-60 ans	9

Plus de 60 ans	3
----------------	---

- 25 Il est intéressant de remarquer la présence d'enfants de moins de dix ans, même s'ils sont peu nombreux : il y a six cas, dont un de deux ans et un autre de cinq ans. Ces derniers sont des enfants voyageant avec un ou deux de leurs parents, tandis que les autres sont des moussaillons embarqués par leur famille pour commencer à travailler sur les bateaux. Par ailleurs, rien d'étonnant à ce que presque la moitié des captifs aient été pris entre 21 et 30 ans. Comme nous l'avons dit, la grande majorité des captifs ayant été pris en mer, ce sont donc des hommes jeunes, exerçant les métiers de la mer, qui se retrouvent dans les bagnes barbaresques.

Âge moyen du captif au rachat et durée de la captivité

	Nombre de captifs concernés sur les 438 hommes des 3 rôles (1675, 1692, 1785)
1-10 ans	2
11-20 ans	3
21-30 ans	119
31-40 ans	146
41-50 ans	93
51-60 ans	58
Plus de 60 ans	17

- 26 En étudiant l'âge des hommes que les rédempteurs ramenèrent de Barbarie et en mettant en parallèle cet âge avec l'étude que nous avons faite précédemment sur l'âge des hommes au moment de leur prise, nous pouvons dire que les rédemptions étaient plutôt efficaces. Si nous reprenons les rôles de rédemptions et que nous nous centrons sur les 438 cas, plusieurs conclusions s'imposent. Tout d'abord, la part des hommes âgés de 21 à 30 ans est encore importante au moment des rachats puisqu'on en compte 119. De ceci nous pouvons déduire qu'une part non négligeable de ceux qui ont été capturés sont aussi libérés dans les dix ans qui suivent. D'autre part, ces listes nous montrent que la tranche d'âge qui représente la part la plus élevée des rachats est celle des 31-40 ans (146 personnes), c'est-à-dire d'hommes en pleine force de l'âge pour travailler. Le retour de ces hommes servait donc certes un enjeu religieux majeur de lutte contre l'Infidèle : les pères écrivent en effet que plus le temps de rachat d'un captif est long, plus celui-ci court le risque de vouloir se faire renégat afin de se libérer de sa condition de captif³⁰. Mais c'était tout autant un enjeu économique : leur travail participait en effet au développement du pays. Il était capital de ramener les artisans dans les villes qui les avaient formés et dans les ports, les marins utiles au commerce et à l'armée.

Durée de la captivité

- 27 A partir de cas extraits des rôles de 1675, 1692 et 1785, nous avons pu établir le tableau ci-dessous, qui nous informe de la durée de captivité des hommes rachetés.

Durée de captivité	Nombre de captifs concernés sur les 438 hommes des rôles de 1675, 1692 et 1785
Moins d'un an	58
Entre 1 et 5 ans	122
Entre 5 et 10 ans	126
Entre 10 et 20 ans	113
Plus de 20 ans	19

Conclusion

- 28 La majorité des captifs passa donc plus de cinq ans en captivité. Par ailleurs, certains ne rentrèrent jamais en France et d'autres furent pendant très longtemps coupés de leurs racines, de leurs proches et de leurs familles. Ces hommes eurent des destins hors du commun, même s'il semble que ce fût chose assez courante que de tomber en captivité en Méditerranée à l'époque moderne. Tout aussi exceptionnelle pour le royaume de France fut la situation de Marseille, qui, ayant accueilli les deux ordres rédempteurs en son sein, permit la réalisation de rachats se distinguant par leur efficacité. Effectivement, comme nous l'avons expliqué, organiser une rédemption générale n'était pas une mince affaire, autant dans sa préparation que dans sa réalisation. Le voisinage des deux ordres dans la cité phocéenne a forcément été un atout : les rédemptions générales ont ainsi coûté moins cher et ramené plus d'hommes plus rapidement. La mécanique a été bien rôdée au fil du temps puisque la dernière rédemption générale, celle de 1785, a aussi été celle qui a rendu la liberté au plus grand nombre de captifs. Les ordres rédempteurs ont de ce fait joué le rôle principal dans l'aventure qui consistait à faire rentrer les captifs français au pays. Toujours soutenus par le souverain, ils ont permis de faire revenir une force de travail nécessaire au développement économique de la France de l'époque moderne. De manière plus globale, ces rachats se sont en fait inscrits dans une politique de développement du royaume qui en elle-même explique parfaitement le soutien sans faille du pouvoir royal. Au-delà, nous pouvons également comprendre que le mérite en est revenu aux deux ordres : l'essentiel finalement étant de faire revenir des travailleurs dans le royaume, peu importait vraiment qui en était à l'origine. De plus, chacun trouvait son compte dans cette manière de procéder : le roi et les ordres rédempteurs, mais aussi tout un réseau d'intermédiaires qui profitaient pleinement d'une véritable « économie de la rançon »³¹. Les sommes engagées finançaient en effet tout un réseau de négociants et marchands, depuis l'approvisionnement en cadeaux à offrir jusqu'à l'organisation matérielle et la rémunération de nombreux informateurs. L'histoire des

rédemptions peut donc se lire à plusieurs niveaux : histoire personnelle de ces hommes privés de liberté aux destins douloureux et exceptionnels tout d'abord, mais aussi histoire religieuse de la chrétienté qui se heurte à l'Autre et s'en protège, et enfin, histoire plus globale du développement et de la construction de notre pays à l'époque moderne.

NOTES

1. . Lucien Hérault (le père), *Les larmes et les clameurs des Chrétiens français de nation captifs en la ville d'Alger*, Paris, D. Houssaye, 1643.
2. . Pour ce qui est des rachats de captifs provençaux, voir Wolfgang Kaiser, « Les "hommes de crédit" dans les rachats de captifs provençaux, xvie - xviiie siècle », dans Wolfgang Kaiser (dir.), *Le commerce des captifs. Les intermédiaires dans l'échange et le rachat des prisonniers en Méditerranée, xv e - xviii e siècle*, Rome, École française de Rome, 2008, p. 291-319.
3. . François Vérany, « L'esclavage et Jean de Matha de Provence », *Revue de Marseille et de Provence*, 1863, p. 129-145.
4. . Archives Départementales des Bouches-du-Rhône (désormais ADBR), 50H42, f. 29.
5. . ADBR, 50H84, Mémoire pour l'économe du couvent d'Arles, 1733.
6. . ADBR, 50H8.
7. . Archives Municipales de Marseille (désormais AMM), GG108, Ordre de la Merci.
8. . AMM, GG108, Ordre de la Merci.
9. . ADBR, 50H93.
10. . AMM, GG108, Ordre de la Merci.
11. . ADBR, 50H92, Factum des Trinitaires et des prieurs contre les pères de la Merci.
12. . Germain Moüette, *Relation de captivité du Sieur Moüette dans les royaumes de Fez et de Maroc*, Paris, J. Cochart, 1683.
13. . ADBR, 50H19, f. 61.
14. . ADBR, 50H93.
15. . ADBR, 50H19, f. 1.
16. . ADBR, 50H42, f. 145.
17. . ADBR, 50H42, f. 33.
18. . ADBR, C4289.
19. . Salvatore Bono, *I corsaribarbareschi*, Rome, ERI-Edizioni RAI, 1964. Édition française : *Les corsaires en Méditerranée*, Paris, Paris-Méditerranée, 1998, p. 49.
20. . Jehannot (le père), *Voyage de Constantinople pour le rachat des captifs*, Paris, Delormel et Josse, 1732, p. 39.
21. . Jean de la Faye, Denis Mackar, Augustin d'Arcisas et Henry Le Roy (les pères), *Relation en forme de journal de voyage pour la rédemption des captifs aux royaumes de Maroc et d'Alger pendant les années 1723, 1724 et 1725*, Paris, Louis Sevestre et Pierre-François Giffart, 1726, p. 84.
22. . Id., p. 84.
23. . Germain Moüette, *Relation de captivité...*, op. cit., p. 40.
24. . Jehannot (le père), *Voyage de Constantinople...*, op. cit., p. 39.
25. . Jean de la Faye, Denis Mackar, Augustin d'Arcisas et Henry Le Roy (les pères), *Relation en forme de journal de voyage...*, op. cit., p. 85.

26. . Id., p. 103.
27. . ADBR, 51H148.
28. . Archives municipales de Toulon, Assistance publique, Rachat des captifs, GG152.
29. . Madeleine Villard, « Esclavage et bagné », Bulletin de l'Académie du Var, 1992, p. 71.
30. . Jean de la Faye, Denis Mackar, Augustin d'Arcisas et Henry Le Roy (les pères), Relation en forme de journal de voyage..., op. cit., p. 32.
31. . Wolfgang Kaiser (dir.), Le commerce des captifs..., op. cit.

RÉSUMÉS

La guerre de course, et la captivité qui en résulte, font partie de l'histoire des chrétiens en Barbarie à l'époque moderne. Marseille, grand port de Méditerranée du royaume de France a donc elle aussi eu à faire face à l'enlèvement de ses hommes sur les mers. Les mésaventures des héros de Molière, illustrées par la célèbre phrase « Que diable allait-il faire dans cette galère ? », sont donc empruntées à une réalité bien connue de la cité phocéenne. Face à cette situation, les possibilités de retour des captifs chez eux étaient si nombreuses qu'elles ont pu s'avérer compliquées. Or, le retour à la liberté des Marseillais détenus en Barbarie a majoritairement été le fait des rachats effectués par deux ordres religieux : l'ordre de la Très Sainte Trinité pour la Rédemption des Captifs et celui de la Merci. Unique ville en France, à l'exception de la capitale du royaume, à compter ces deux ordres en son sein à l'époque moderne, les rachats de captifs par les religieux rédempteurs méritent donc que l'on s'y attarde. Cette situation originale peut en effet laisser supposer un processus et une organisation de rachat bien spécifiques, à l'efficacité particulière. Il sera donc ici question d'analyser l'action des rédempteurs marseillais depuis sa genèse jusqu'à son aboutissement, et sa place à l'intérieur du royaume.

Corsair warfare and the subsequent taking of captives are part of the history of Christianity along the early modern Barbary Coast. Marseilles, the great French Mediterranean port, also saw its men captured at sea. The mishaps of Molière's heroes, exemplified by the famous quote, "What the hell was he doing in this mess?" [Que diable allait-il faire dans cette galère?], are based on the well-known reality of the city. The options facing those who wished to return home were as numerous as they were complicated. People from Marseilles captured along the Barbary Coast were mostly bought back by two religious orders: the Order of the Most Holy Trinity, or the Trinitarians, dedicated to freeing Christian slaves, and the Order of Mercy, or the Mercedarians. Aside from the capital of the Kingdom of France, Marseilles was the only French city to host both religious orders in the early modern era, and therefore redemption of captives there is of particular interest. The unusual circumstances may in fact suggest specific ransoming procedures that were very effective. This paper discusses the work of these two orders in Marseilles, their genesis and the culmination of the process.

INDEX

Mots-clés : captifs, captivité, économie de la rançon, ordre de la Merci, ordre de la Sainte Trinité, processions, rachats, réintégration sociale

Keywords : captivity, ransom economy, Mercedarians, Trinitarians, processions, ransoming, social reintegration

AUTEUR

FABIENNE TIRAN

Attachée de conservation aux Archives municipales de Saint-étienne et responsable des fonds et collections, Fabienne Tiran est l'auteur d'un mémoire de maîtrise intitulé *Le rachat des captifs par les ordres rédempteurs aux xvii^e et xviii^e siècles à Marseille*.